

Le bilan économique et social n'est pas moins lourd quand on envisage la quantité de ressources, au demeurant déjà limitées, affectées à la course aux armements, ou les occasions ratées de favoriser dans ces pays des progrès politiques, économiques et sociaux comparables à ceux dont ont bénéficié d'autres pays de la région touchés par le "miracle asiatique".

C'est ainsi que, dans le contexte de la sécurité, nous avons concentré l'essentiel de notre attention sur la tragédie du Cambodge.

Mais il y a des problèmes dans toute la région, réels ou virtuels. Ne serait-ce qu'en Asie occidentale, on pense au conflit en Afghanistan et à ses répercussions sur le Pakistan et sur les relations soviéto-américaines, à la question du Cachemire qui divise l'Inde et le Pakistan, aux tensions entre l'Inde et la Chine provoquées par la question népalaise et à l'agitation civile au Sri Lanka. Dans la région du monde où nous nous trouvons actuellement, il y a le problème de l'Indochine, la guérilla dans les Philippines, les troubles en Birmanie et en Papouasie-Nouvelle-Guinée, les risques d'affrontement dans la mer de Chine méridionale au sujet des îles Spratly. Plus à l'est, il y a le différend sino-japonais à propos de certains territoires du nord et le dangereux face-à-face dans la péninsule coréenne.

Il s'agit là de problèmes de sécurité bien connus. Mais il y a d'autres problèmes tout aussi pressants, comme l'a fait remarquer ce matin mon collègue M. Ali Alatas.

- les menaces que font peser sur l'environnement mondial l'appauvrissement de la couche d'ozone, la déforestation, la pollution marine ou des pratiques dangereuses comme la pêche aux filets dérivants;
- le trafic international des stupéfiants;
- la menace d'attaques terroristes;
- le protectionnisme qui menace la croissance économique;
- les violations des droits de la personne, leurs conséquences pour la mise en place d'institutions démocratiques et le retard qu'elles supposent sur le plan du développement socio-économique.

Permettez-moi de vous indiquer clairement quelles sont nos intentions en mettant de l'avant ces propositions :

1. Nous ne proposons pas l'ouverture d'un dialogue ou la mise en place de mécanismes ou d'organismes de consultation pour le seul intérêt de la chose.